

ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ  
Abonnement payable d'avance

Canada—Excepté cité de Québec..... 75c.  
Cité de Québec et pays étrangers..... 1.50

Tarif des annonces .07 la ligne  
Annonces classifiées 1c. du mot minimum .50 sous.

Pour abonnement et annonces écrire au "Bulletin de la Ferme", 88 Côte de la Montagne, Québec.  
Cassier postal 129—Télép. 4297

# LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE

Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès

ADMINISTRATION & RÉDACTION

88 CÔTE de la MONTAGNE 88  
• QUÉBEC •

RÉDACTION ET COLLABORATION

Cette revue est consacrée aux intérêts de la ferme et du foyer rural.

Elle est rédigée par un comité de techniciens et de praticiens agricoles, assistés de collaborateurs occasionnels et de correspondants de diverses institutions agricoles. Toute collaboration est sujette au contrôle du directeur.

La correspondance concernant la rédaction doit s'adresser au Directeur du "Bulletin de la Ferme", Cassier postal 129, Haute-Ville, Québec.

Volume XI

QUÉBEC, LE 15 FEVRIER 1923

Numéro 7

Les deux pages qui suivent sont réservées à la Coopérative Fédérée de Québec.

**AVIS.**—Depuis le 18 janvier, la Coopérative Fédérée a fait adresser le "Bulletin de la Ferme" à tous ses sociétaires, afin que ces derniers puissent y lire le texte de la Loi de fusion, publiée dans ce journal. Cette publication étant terminée, la livraison du journal sera discontinuée (pour ceux qui ne sont pas encore abonnés) avec la présente semaine.

Dans le prochain numéro du "Bulletin", il sera donné des informations de plus en plus importantes sur le mouvement coopératif dans la province et ailleurs, en même temps que des pages entières seront consacrées à la publication des prix des différents départements de la Coopérative Fédérée et des appréciations sur les conditions du marché, la manière de préparer les produits pour la vente, etc., etc.

Si donc il y a encore quelques sociétaires qui n'ont pas payé leur abonnement, ils sont priés de bien vouloir s'empresse de le faire, en envoyant la somme de \$0.50 (\$0.75 pour les non-membres), à l'administration du "Bulletin de la Ferme", Case 129, Québec.

LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

## Le discours de M. l'abbé J.-B.-I. Trudel au Congrès Coopératif de Québec le 23 janvier 1923

### Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

(Suite de la page 108)

A ces réunions, le ministre de l'agriculture ou son représentant a le droit d'émettre son opinion sur toutes les questions débattues, mais il n'a pas le droit de voter.

36. Le ministre de l'agriculture a le droit d'exiger que les produits soient classifiés par des classificateurs nommés par lui si l'intérêt de l'agriculture le requiert.

37. L'article 1989 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 2 George V, chapitre 20, sections 6, et 8 George V, chapitre 34, section 6, est remplacé, pour la nouvelle société, par le suivant:

"[Les directeurs déterminent annuellement le montant à porter au fonds de réserve. Ce montant doit évaluer au moins dix pour cent des bénéfices nets de l'année. Ils déterminent ensuite le dividende payable aux sociétaires, ce dividende ne doit pas excéder huit pour cent du capital payé.]

S'il reste un surplus, les directeurs doivent le porter au fonds de réserve, lequel ne peut pas être distribué aux sociétaires. Lorsque le fonds de réserve aura atteint la somme de cinq cent mille piastres, l'assemblée générale annuelle ou spéciale pourra établir la ristourne coopérative, c'est-à-dire la répartition d'une partie des bénéfices nets annuels au prorata des opérations d'achats et de ventes de chaque société-membre, suivant un pourcentage à déterminer par ladite assemblée. Ce pourcentage ne pourra cependant dépasser vingt-cinq pour cent des bénéfices annuels, ni entamer, en aucun cas, les cinq cent mille piastres de fonds de réserve accumulés.]

La société a le droit de retenir, pour le recouvrement de toute somme à elle due par un sociétaire, à quelque titre que ce soit, tous deniers qu'elle peut devoir à ce sociétaire à titre de dividende, répartition de bénéfices ou autrement."

38. L'article 1990 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 2 George V, chapitre 20, section 7, est remplacé, pour la nouvelle société, par le suivant:

"1990. Tous contrats, billets, chèques, mandats, ou documents, liant la société, doivent être signés par le président et par [le trésorier] ou par tous autres officiers à ce dûment autorisés par une autorisation générale ou spéciale du bureau de direction."

39. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

### Nature des règlements (Suite)

1.—Administration.—Les règlements doivent être en tout, conformes à la loi. Ils doivent prescrire tout ce qui doit être fait dans l'intérêt de la société.

Ils pourvoient à tout ce qui n'est pas prévu dans la loi, sans toutefois s'en éloigner.

En vertu des règlements les administrateurs doivent être choisis parmi ceux qui jouissent d'une bonne réputation. Il importe beaucoup d'avoir de bons administrateurs.

Ils auront à défendre la société contre beaucoup d'attaques dirigées contre elle-même par des sociétaires: le meilleur des administrateurs aura souvent à lutter contre quelques mécontents qui dans la coopérative, trouvent toujours mal ce qui est fait par d'autres.

Les administrateurs doivent être capables de disposer d'un certain loisir qui leur permette de s'occuper davantage des affaires de la société.

2.—Opérations.—La question la plus difficile à régler, dans une société coopérative, est celle qui touche aux achats et aux ventes.

Il faut que les règlements soient bien définis sur ce point. Les règlements doivent exiger que la société ne fasse d'affaires qu'avec ses membres, excepté dans un cas particulier, pour assurer son bon fonctionnement; la société peut faire des opérations avec le public, mais les profits doivent appartenir aux membres.

Les règlements doivent prescrire que les achats se fassent au comptant et sur commandes. De l'avis de tous les coopérateurs compétents, la vente à crédit est ruineuse:

Pour une raison économique, en vendant à crédit, il faut majorer les prix pour couvrir les pertes que peut subir la société.

Pour des raisons morales; les bons paient la majoration des prix comme les douteux, la personne qui sait pouvoir obtenir facilement à crédit se laisse trop facilement entraîner à des dépenses inutiles.

Pour faire les ventes au comptant, les coopératives ont besoin d'établir à côté d'elles des sociétés de crédit, des caisses populaires, où les coopérateurs pourraient trouver l'argent dont ils ont besoin.

(A suivre)

(Fin)